

# *Nationalismes, irrédentismes dans les Balkans. L'implication du mouvement social pendant la période 1945-1989*

ALEXANDROS DAGKAS  
(Université Aristote de Thessaloniki)

## *Introduction*

Dans notre étude sur la question nationale dans les Balkans, à l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>, nous avons discuté le rapprochement, en Macédoine, du mouvement ouvrier avec les séparatistes slavomacédoniens et la tentative sans succès de renverser, avec une lutte armée, les régimes bourgeois dans la région. L'alliance des communistes avec les slavomacédoniens a continué, dans le territoire macédonien, pendant l'occupation des Balkans, en 1941-1944, par les armées des fascistes, allemandes, italiennes et bulgares, ayant comme but la victoire nationale-libératrice contre les puissances de l'Axe, mais en même temps, dans un deuxième volet, ayant comme but la libération sociale des populations de diverses nationalités de la région. Dans la présente étude, nous discutons la suite de cette histoire de révolte nationale et en même temps sociale, en montrant l'évolution paradoxale de la politique des deux camps belligérants pendant la « Guerre froide », États du système socio-économique du capitalisme et États du communisme, en ce qui concerne la question nationale.

## *Les nationalismes en Europe*

Le processus de conflit entre les deux mondes fut mis à nouveau en mouvement, après l'intervalle de l'alliance pendant la Deuxième Guerre mondiale. La confron-

---

<sup>1</sup> Cf. Alexandros Dagkas, « Nationalismes, irrédentismes, changements de frontières dans les Balkans. L'implication du mouvement social, du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale », *Nations, nationalismes, nationalités, minorités dans l'espace euro-méditerranéen, 1903-1945*, Rencontres Universitaires Internationales, Université de Corse, 19-20 novembre 2015 (actes sous publication).

tation de la « Guerre froide » se caractérisa par l'utilisation de tous les moyens disponibles (la concurrence économique, les mesures politiques, l'érosion idéologique, et l'instrumentalisation du facteur culturel). Plus au fond de chacune des fractions mondiales, faisaient rage les conflits intérieurs. La différence dans l'expression des oppositions était que, dans le camp du capital, dans les métropoles se développaient des divisions qui toutefois ne portaient pas atteinte à l'accumulation du capital (à savoir, ne heurtaient pas la combattivité de ce camp). Au contraire, dans le système communiste, les expressions des tendances communistes centrifuges sapèrent le modèle « marxiste-léniniste » et le « socialisme réellement existant ».

Parmi d'autres facteurs culturels critiques, l'enjeu était le nationalisme.

Dans les recherches sur le passé du mouvement communiste, était apparue l'appréciation – sans indiquer de connotation idéologique – que la mort de Joseph V. Staline était le début de la fin<sup>2</sup>.

L'intention qui peut être attribuée au dit « stalinisme », lorsque, dans chaque territoire sous domination communiste, il nivela les cultures nationales, ainsi que les élites nationales, était la dévalorisation du nationalisme pour soutenir l'élément de classe du mouvement social. La même tactique à l'envers fut maintenue, de la part des communistes, face aux pays de la périphérie du capitalisme, contre l'inégalité de classe du système social bourgeois et de l'impérialisme, en attisant le nationalisme des nations socialement subordonnées.

La situation que nous constatons, dans le camp communiste, pendant la confrontation avec les anticommunistes, se caractérisait par l'effort étatique de dévaloriser, à l'intérieur, le nationalisme et d'encourager, à l'extérieur, le nationalisme des peuples opprimés par le capitalisme. À l'opposé, dans le camp capitaliste, on pourrait regarder l'effort étatique d'encourager, à l'intérieur, le nationalisme parmi les peuples des métropoles et de décourager, à l'extérieur, dans les pays subordonnés, le nationalisme des peuples opprimés.

Avec la fin du « stalinisme » et la libéralisation des régimes communistes pendant la direction de Nikita S. Khrouchtchev, il y eut de terrain, dans le monde communiste, pour que les services occidentaux soutiennent les forces nationales et nationalistes au sein de chaque pays de l'Europe du Sud-Est et même au sein de l'Union soviétique. Les Soviétiques défendaient leur position à deux niveaux. Idéologiquement, ils offraient une proposition rationnelle, en prévoyant le dépassement des facteurs culturels (le nationalisme) qui mettaient un frein à la diffusion de l'optique communiste (lutte des classes) et de son expression politique subséquente (régime communiste). Pratiquement, en même temps, ils prenaient des mesures efficaces (les surveillances, l'imposition du secret, la collecte de renseignements, l'oppression des dissidents et autres). Une conduite pragmatique était affichée, qui, à certains moments, aboutit à des choix apparemment exagérés.

---

<sup>2</sup> Cf. François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont – Calmann-Lévy, 1995, p. 502.

## *Les paradoxes dans le Sud-Est européen*

Au sein d'une évolution curieuse (la Bulgarie était prosoviétique, l'Albanie prochinoise, la Yougoslavie non-alignée, la Roumanie en faveur du communisme national), on peut constater qu'après 1945, la guerre des nationalismes dans les Balkans se répétait inversement, créant une situation paradoxale.

Pendant la durée de l'entre-deux-guerres, les communistes cherchèrent la révolution et le renversement du statu quo avec en filigrane la question nationale. Face à la puissance des régimes bourgeois dans les Balkans, l'état-major communiste élaborait un plan de leur renversement, s'appuyant sur les problèmes nationaux et sur la question des minorités dans la région. On avait repéré le point vulnérable, la Macédoine, et le véhicule potentiel, les slavomacédoniens et leur organisation, l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure (VMRO), avec ses hommes armés. Des ordres avaient été donnés aux partis communistes locaux (sections de l'Internationale communiste) de matérialiser le but. Dans le cas inverse, après la Seconde Guerre mondiale, l'existence de ce groupe national créa des problèmes au sein du camp communiste, avec les différends des Yougoslaves et des Bulgares. En outre, ce qui était le point vulnérable des régimes bourgeois de l'entre-deux-guerres, grec, bulgare et yougoslave, se transforma à un atout des anticomunistes, qui recherchèrent la contre-révolution par le biais de l'implication des nationalismes dans les projets de renversement des régimes communistes.

Les paradoxes étaient présents à l'intérieur de la Yougoslavie socialiste, à la République socialiste de Macédoine, avec, dans le centre de la société, les communistes slavomacédoniens. Autour, les autres communistes, les Yougoslaves restants, les Albanais, les Bulgares, les Grecs, obéissaient culturellement à des formes pré-établies – chaque groupe national selon l'« imaginaire » de ses membres. Le régime yougoslave avait des hommes qui se reconnaissaient, dans leur vie culturelle, au sein de leurs caractéristiques communes. Il restait au parti communiste à les intégrer dans la Yougoslavie socialiste<sup>3</sup>. Contrairement au « stalinisme », qui dévalorisait le nationalisme, le parti communiste yougoslave prêta une attention accrue au renforcement de la conscience nationale particulière de chaque groupe, spécialement des slavomacédoniens.

Il est à noter que les slavomacédoniens constituaient un peuple qui avait subi des souffrances<sup>4</sup>. Pendant l'occupation fasciste de 1941-1944, ils avaient participé massivement dans la lutte partisane. En Grèce, après la fin de la résistance nationale (1945-1946), leur critère était le succès de la lutte contre le régime monarchiste-

---

<sup>3</sup> Cf. Evangelos Kofos, « The Macedonian Question : The politics of mutation », *Balkan Studies*, vol. 27, n°1, Thessaloniki, 1986, passim.

<sup>4</sup> Cf. Menelaos Tzimakas, *La Macédoine grecque, populations, migrations et territoires depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle*, Thèse dirigée par Joëlle Dalègre, Paris, INALCO - Centre de Recherches Europe-Eurasie (CREE), 2014, pp. 231-235.

fasciste, se distinguant également pour leur participation au mouvement social. Au cours de la guerre civile grecque (1947-1949), les slavomacédoniens constituèrent le noyau de l'Armée démocratique, où ils composaient proportionnellement l'élément le plus nombreux (en proportion de 60 % de la population slavomacédonienne en Grèce par rapport à 4 % seulement des Grecs), et se révélèrent de glorieux combattants et commandants. Ils avaient subi un holocauste, avec des pertes innombrables. Après la défaite des communistes en 1949, ils se trouvèrent dans une position exceptionnellement difficile. Les slavomacédoniens cadres dirigeants de l'Armée démocratique furent accusés comme responsables de la défaite, parce qu'ils étaient agents de Tito (Tito était adversaire du parti soviétique sous la direction de Staline), et subirent des poursuites de la part du parti communiste grec (Parti communiste de Grèce) et de l'appareil d'État des pays communistes. Les combattants slavomacédoniens restants furent transférés, contre leur volonté, loin de leur patrie et se répartirent, en qualité de réfugiés politiques, en Union soviétique principalement et dans d'autres pays communistes de l'Est.

## *L'évolution jusqu'aux années 1980*

La guerre, historiquement, apparaissait pour le mouvement communiste comme plus facile, en comparaison de la paix, et, à cet égard, en Yougoslavie, après l'occupation du pouvoir en 1944, la création d'une conscience sociale, qui pourrait pousser le potentiel humain vers des positions de soutien des demandes de classe et vers la défense du socialisme, était entravée par les difficultés d'édification du nouveau système social, par le faible niveau éducatif, par l'efficacité de la propagande « bourgeoise ». Par conséquent, fut renforcée la probabilité que soit créé un tissu social par l'utilisation, en même temps de la vision du socialisme, de l'argument de l'identité culturelle. Face au manque d'enthousiasme du côté de la population, le parti mit le poids sur la gestion du facteur culturel, avec en premier le paramètre de la mémoire populaire. Dans ce champ, la gestion du souvenir de la guerre composa le noyau de la propagande qui fut effectuée dans la masse des autochtones et des réfugiés slavomacédoniens. Les éléments qui constituaient la thématique étaient le parti communiste grec, le front slavomacédonien de libération nationale (NOF), l'Armée populaire de libération nationale (ELAS), la guerre civile grecque.

La propagande de l'État pour la mémoire populaire était intense, parce que l'unité de la fédération des démocraties yougoslaves se présentait douteuse. On prenait en compte la tendance de certaines forces sociales à s'éloigner du noyau communiste<sup>5</sup>. En ce qui concernait, par exemple, la crise de Hongrie en 1956, les

---

<sup>5</sup> Cf. John Lampe – Mark Mazower (dir.), *Ideologies and National Identities. The Case of Twentieth-Century Southeastern Europe*, Budapest, Central European University Press, 2006, passim.

Yougoslaves ont donné leur feu vert à l'opération, sans exercer la moindre critique ; les adversaires estimaient qu'une libéralisation dans tous les pays communistes bénéficierait non le communisme national, mais plutôt la révolte contre l'appareil policier et certainement contre le communisme lui-même<sup>6</sup>.

La Yougoslavie, par des interventions continues et en ravivant les questions sensibles des relations étatiques, maintenait actuelle et vivante la question macédonienne. Mais l'État yougoslave ne posait pas ouvertement le sujet du changement de frontières, qui équivaldrait, à l'époque de la « Guerre froide », à une cause de conflit mondial. Il posait, au lieu de celui-ci, la question du rétablissement social et culturel des choses, la satisfaction morale de la population de la Macédoine yougoslave qu'ait été reconnue son identité, son passé, ses droits historiques, son sentiment de référence à un espace géographique. On soulignait l'impératif moral de la levée de l'injustice au détriment des réfugiés « macédoniens ». La question était posée – pour l'instant – sur des bases théoriques et idéologiques, non dans sa dimension politique. Ceux-ci sont toujours, bien sûr, les préludes des mouvements politiques à venir.

Les demandes slavomacédoniennes liées à la libération nationale qui avaient un rapport avec la guerre en Grèce se référaient à la question macédonienne par le biais d'une représentation qui associait ces éléments. Une construction idéologique, par laquelle serait déterminée l'unité de l'élément de classe avec celui national, était le défi pour le dispositif du travail théorique et idéologique des communistes de Macédoine – tout comme d'ailleurs pour les communistes de Yougoslavie. De longues heures furent consacrées à la discussion sur la question nationale – fait significatif de la connaissance, alors, de la gravité du problème – et une proposition théorique structurée fut en effet présentée. La ligne directrice se tournait vers l'approfondissement de l'égalité de droits des nations dans la communauté socialiste de la République socialiste de Macédoine. On considérait que la politique de l'égalité de droits véritable était un principe de base de l'édification des relations des peuples, et était favorisée par la stabilité du système politique du socialisme. Grâce à cette perception théorique, les communistes yougoslaves firent face – conformément à la conception qu'ils avaient eux-mêmes sur leur position politique et idéologique – « à la pratique et à la théorie stalinienne », qui prévoyait la régulation, dans le socialisme, des relations nationales sur la base de l'ainsi nommée « place dirigeante d'une nation »<sup>7</sup> (de la responsabilité dirigeante d'une nation) dans une société multinationale. Il était possible que de telles théories résultent seulement de la violation du principe de l'égalité des peuples. Le parti communiste local (Ligue des communistes de Macédoine, branche de la Ligue des

<sup>6</sup> Cf. Ministère des Affaires étrangères de la France, *Documents diplomatiques français*, 1956, vol. 3, Paris, Imprimerie Nationale, 1990, p. 134.

<sup>7</sup> Cf. III Конгрес на сојузот на комунистите на Македонија [III<sup>e</sup> congrès de la Ligue des communistes de Macédoine], Скопје, Култура, 1959, pp. 53-65.

communistes de Yougoslavie) s'opposait à l'opinion selon laquelle, dans le socialisme, le contenu de la question nationale se limitait à la question de l'intégration, en général, de celle-ci dans les droits démocratiques des nations, à l'égalité des cultures nationales et à l'égalité des droits, puisque la pratique de la construction du socialisme prouvait désormais que le mouvement de la base matérielle et des rapports sociaux socialistes était organiquement attaché au mouvement des rapports nationaux<sup>8</sup>.

La série des mouvements de la Ligue des communistes de Macédoine, que nous présentons, sur la gestion du souvenir de la guerre et sur la formation de la théorie sur le facteur de classe – national peut être lu en sens inverse. La nécessité d'« inventer » une issue à la question (multi)nationale yougoslave trouva un fondement dans la réalité de l'existence d'une couche en République socialiste de Macédoine (la génération de la guerre) qui était susceptible d'assimiler le message de classe – national et peut-être apte à transmettre cette nouvelle identité culturelle socialiste aux plus jeunes groupes démographiques.

Le modèle théorique combinant l'élément de classe à celui national fut au-delà enrichi par des éléments supplémentaires, comme la forme supérieure de la démocratie. En 1971, les communistes slavomacédoniens, lors de l'élaboration de la question de l'existence nationale des habitants de la République socialiste de Macédoine, notaient que l'égalité de droits dans l'autoadministration de la société socialiste était une condition indispensable à la confirmation nationale. Cependant, au cours de la projection du modèle théorique-idéologique, la menace éventuelle du dérapage vers le nationalisme était perceptible. Pour la création d'un tissu social, pour laquelle la condition économique (dans la République socialiste de Macédoine, elle était d'ailleurs embryonnaire en comparaison du niveau des régions yougoslaves développées) ne suffisait pas, rendant nécessaire le soutien à une acceptation morale, la fomentation de l'ancien sentiment ethnique risquait, dans la nouvelle circonstance, d'être changé en fondement nationaliste, développant des tendances d'irrédentisme. Favoriser une culture d'appartenance nationale était une éventualité pour acquérir des côtés d'expansionnisme. En contrepois, fut renforcée la propagande contre le nationalisme comme danger sérieux dans l'évolution du socialisme.

Après le décès de Tito, en 1980, le rappel de la question macédonienne était dû éventuellement à l'effort de la direction yougoslave de renverser les tendances centrifuges.

Les historiens slavomacédoniens étudiaient les thèmes du front slavomacédonien de libération nationale (NOF), de la guerre de libération nationale, de la révolution et de l'édification socialiste. Pendant les années 1980, amenés, avec tout le parti et le pays, vers la fin de l'expérience communiste, ils ont présenté des sentiments plus intenses d'amertume et une tendance à une rancune particulière.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*

Ils montraient, à nouveau, du doigt les responsables de la perte de la lutte, en 1949, en Grèce, en accentuant la conviction que le parti communiste grec utilisait les « Macédoniens » lorsqu'il avait besoin d'eux, tandis qu'à d'autres phases, lorsqu'il les ressentait comme une charge, il les abandonnait.

## *Les répercussions de la chute du communisme européen sur les idéologies*

L'effondrement des régimes communistes en Europe, en 1989, convertit, dans la République socialiste de Macédoine, des sentiments mais aussi des idéologies<sup>9</sup>. Certains communistes slavomacédoniens, au lieu de s'attrister de la rétrogradation des pays communistes européens en démocraties parlementaires, ont changé de position, évoluant rapidement – comme il résulte de leur position idéologique dans leurs écrits – en anticommunistes. Les accusations contre le parti communiste grec l'appelant inconséquent et immoral revinrent et se déployèrent avec une mordacité abondante.

Le renversement du courant historique-idéologique de défense du communisme dans l'ancienne démocratie socialiste devenue démocratie parlementaire, dès que celui-ci perdit le soutien de l'État (et ses soins prodigués), allait de pair avec de récentes parthénogenèses – en réalité, intégration au service du nouveau régime social – d'écoles d'histoire, dans les anciens États communistes voisins, qui procédaient à une révision de l'histoire de chaque parti communiste.

D'autres historiens slavomacédoniens restèrent immuables sur leur position idéologique antérieure, mais se sentirent libres d'exprimer publiquement l'avis qu'ils avaient formé précédemment. L'historien le plus célèbre, Risto Kiriazovski, par une attitude différenciée, dans une certaine mesure, mais non par une expression intense, trouva une issue à sa rancœur sur la perte de la lutte de classe et démocratique (et nationale, bien sûr). Dans ses nouveaux textes, il n'insultait pas le mouvement communiste yougoslave collectivement, comme d'autres. Il se limitait à des accusations contre la direction du parti pour avoir trompé les « Macédoniens » lorsqu'il les plaça sous le parti communiste grec. Sa position s'approcha des opinions de ceux qui commencèrent à critiquer la direction du parti slavomacédonien, selon laquelle, face à la lutte de classe, les communistes avaient renié la lutte nationale.

Dans d'autres textes, Kiriazovski, dans une attitude évidemment influencée par la crise au sein du mouvement communiste, mit en avant une opinion historique confuse, tournée globalement contre les partis communistes grec et yougoslave. La narration des événements et des aspects de la guerre civile grecque était caractéris-

---

<sup>9</sup> Cf. R. J. Crampton, *The Balkans Since the Second World War*, New York, Routledge, 2002, pp. 146-155.

tique. Il existait des vérités dans les éléments qu'il présentait (était révélé, parallèlement, le type de relations entre les réfugiés politiques slavomacédoniens, à Skopje, qui étaient les pires). Comme il écrira, très nombreuses étaient les victimes slavomacédoniennes de la politique des communistes grecs et yougoslaves<sup>10</sup>. Il resta jusqu'à la fin communiste, cependant il ne voulait désormais plus partager aucune vision avec ses semblables. Le fait que Kiriazovski tourna la recherche de la vérité historique dans une direction confuse, disant que, pour le malheur des « Macédoniens », les responsables étaient les communistes, contraire à celle qu'il soutenait dans le passé, signifiait que l'effondrement conduisit une partie des communistes slavomacédoniens à l'autre extrémité, au nationalisme.

### *Accusations slavomacédoniennes contre le parti communiste grec : complète confusion !*

Les informations et les opinions qui étaient canalisées par les slavomacédoniens, anciens partisans de la guerre civile grecque, reflet des positions idéologiques sur la question de classe, sur le problème national et sur les autres paramètres des luttes antérieures, différaient de la construction qui, s'appuyant sur des sources historiques d'origine différente, prédomina en tant que principale estimation idéologique des adversaires du parti communiste grec. C'est une ironie des circonstances, que la critique slavomacédonienne contre le parti communiste grec l'exposait en tant qu'organisation sociale (abandon, après la défaite, des partisans qui l'avaient suivi dans la lutte de classe) mais l'innocentait du point de vue du gréco-centrisme (respect de la politique nationale contre les « Macédoniens »)<sup>11</sup>. La critique était motivée par l'axiome selon lequel les « Macédoniens » luttèrent pour la Macédoine, non pour une Grèce socialiste. Avec pour exception les slavomacédoniens qui avaient développé une conscience socialiste, ceux restants obéissaient à l'incitation de lutter pour leur patrie, la Macédoine, tandis qu'ensuite, ils ne virent pas s'accomplir ni même le minimum, leur désir d'aller en République socialiste de Macédoine, mais furent envoyés par la force en tant que réfugiés politiques dans d'autres directions. La création de la République populaire de Macédoine dans le cadre de la République fédérale de Yougoslavie et la lutte que menèrent les « Macédoniens » de la Macédoine de l'Égée sous la direction du front slavomacédonien de libération nationale (NOF) pour leur autodétermination venait en

<sup>10</sup> Cf. Ристо Кирјазовски, *Македонското национално прашање и граѓанската војна во Грција* [La question nationale macédonienne et la guerre civile en Grèce], Скопје, ИНИ, 1998, passim.

<sup>11</sup> Cf. Ιωάννης Μουρέλος – Ιάκωβος Δ. Μιχαηλίδης (dir.), *Ο ελληνικός Εμφύλιος Πόλεμος. Μια αποτίμηση. Πολιτικές, ιδεολογικές, ιστοριογραφικές προεκτάσεις* [La Guerre civile grecque : un bilan. Implications politiques, idéologiques, historio-graphiques], Αθήνα, Ελληνικά Γράμματα, 2007, passim.



opposition avec la politique sur la question nationale tant du parti communiste grec que du Parti communiste bulgare. Au fond, l'Institut d'histoire nationale, à Skopje, faisait la propagande de la position que la politique du parti communiste grec sur la question nationale était contraire aux intérêts nationaux des « Macédoniens ». Conformément à ces opinions, le parti communiste grec était patriotique non selon les prescriptions internationalistes mais seulement selon celles grecques, puisqu'il revendiqua les slavomacédoniens et tenta de les éloigner de la République socialiste de Macédoine. La tactique pour attirer les « Macédoniens » continua même ultérieurement, lorsque, après la normalisation des relations des partis yougoslave et grec en 1956, le parti communiste grec demanda au parti yougoslave que les communistes qui provenaient de Macédoine grecque – des réfugiés slavomacédoniens qui vivaient en Yougoslavie – puissent être membres d'organisations communistes grecques. « Naturellement les Yougoslaves refusèrent »<sup>12</sup>. Ils ne souhaitaient pas octroyer au parti communiste grec la possibilité de récupérer un espace parmi les slavomacédoniens, anciens réfugiés politiques provenant de la Macédoine grecque (et de continuer à les revendiquer).

La lecture inverse de la dénonciation du parti communiste grec l'assainit dans la conscience des Grecs ayant une pensée ethnocentrique, déterminant un contour conformément auquel le parti fonctionna avec patriotisme et ne désavoua pas les droits nationaux.

---

<sup>12</sup> Cf. Ристо Кирјазовски, *Македонската политичка емиграција од егејскиот дел на Македонија во Источна Европа* [Les réfugiés politiques macédoniens du territoire de la Macédoine de l'Égée en Europe de l'Est], Скопје, Култура, 1989, p. 131.